



31-01-2013

Une irréversible montée des luttes

Mardi 29 janvier plus de 1.000 salariés en lutte contre les licenciements se sont retrouvés devant ministère du travail à Paris.

Celles et ceux qui étaient présents tels les Sanofi, Goodyear, Valeo, 3 Suisses, Ford, Samsonite, PSA, Faurécia, Sodimédical, Virgin, Sony, Bigard, Crédit Agricole, Fralib, Coca-cola, Merck Serrano, Pilpa, Air France, Haribo, Candia, ont prouvé qu'ils se battent pour garder leur emploi.

Des salariés venus de toute la France, tous avec le même langage : Non aux licenciements, aux fermetures d'entreprises, non à la désindustrialisation de notre pays. Ce n'est pas à nous de payer la crise engendrée par la politique capitaliste des grands groupes avec l'aval des gouvernements, qu'ils soient de droite ou socialiste.

Les luttes se développent partout. Ce même 29 janvier 2.000 salariés de la Banque de France manifestaient contre les 2500 licenciements annoncés par la direction ; plusieurs usines Renault étaient en grève.

Cette irréversible montée des luttes prouve que même sans les diverses confédérations syndicales de plus en plus réformistes, seuls des syndicats d'entreprises avec les salariés conscients peuvent relever la tête.

Seule une poussée unitaire venant des luttes d'entreprises avec les salariés, sous les différents drapeaux vus mardi (CGT en majorité mais aussi CFDT, SUD) fera échouer la politique récessive du Medef et du gouvernement.

Les salariés et leur famille ne doivent pas faire les frais de la concurrence que se livrent les entreprises pour s'accaparer la richesse que créent les travailleurs. Si loi il y a, celle-ci se doit de protéger tous les salariés victimes de licenciements, sans prendre en compte le nombre de postes supprimés ou la taille de l'entreprise.

Au moment où publions cet article, nous sommes informés que la direction de Goodyear vient d'annoncer au Comité Central d'Entreprise la fermeture du site d'Amiens Nord. La lutte des salariés s'organise. Une manifestation est programmée pour le 12 février devant le siège de l'entreprise.

Les différentes discussions de la délégation de notre parti avec plusieurs salariés en lutte montrent s'il en était encore besoin que ceux-ci ne sont pas près de baisser les bras. Un travailleur de Goodyear avec 30 ans d'ancienneté disait « j'aurais pu partir avec plus de 140 000 € de prime si la CGT avait signé le Plan de Départ Volontaire, mais sans aucune

garantie pour les emplois restants, je comprends la position de la CGT et comme je le fais depuis le début de la lutte en 2007, je suis là aujourd'hui et s'il le faut je le serais aussi demain. On a commencé la bagarre à 1200, il n'y a eu depuis le début aucun licenciement et on la finira tous ensemble ».

Ce mardi n'a été qu'une étape, des luttes ont lieu dans la fonction publique et chez les cheminots ce jeudi 31 janvier, le 12 février pour les enseignants.

ET COMME LES SALARIEES DE SANOFI CHANTAIENT SI BIEN MARDI « ON NE LACHE RIEN, TOUT EST A NOUS, RIEN N'EST A EUX ».



Renault, Peugeot et les autres.

29 janvier, nouvelle journée de "négociations" chez Renault où la direction réaffirme ses objectifs : 8200 suppressions d'emploi, mobilité d'un site à l'autre, augmentation du temps de travail, blocage des salaires et menace de fermeture d'usines si les syndicats n'acceptent pas son diktat.

Mais aussi journée de lutte. A l'appel de la CGT et de FO, débrayages au Mans, Flins, Douai. C'est le meilleur moyen de rappeler à la direction que les salariés ne sont pas prêts à se laisser écraser d'avantage pour accroître les profits au seul bénéfice des actionnaires.

Le 28 janvier, les ouvriers de Peugeot Aulnay, après dix jours de fermeture de l'usine ou la grève rendait impossible la production décident de la poursuivre malgré la provocation de la direction d'amener des gros bras et des cadres d'autres usines pour tenter de casser la mouvement. C'est un échec pour cette dernière, la grève continue. Elle le reconnaît en annonçant que seule 23 voitures sont sorties des chaînes. Pour essayer d'intimider les grévistes elle recourt à la vieille méthode du patronat en prenant cinq otages parmi ceux qui luttent. Scandaleux, les casseurs sont les patrons.

A propos du salaire de C. Ghosn.

Le Ministre Moscovici appelle à un effort de décence, mais aussi des syndicats de Renault s'élèvent contre le salaire exorbitant de C. Ghosn. Plus de 12 millions, sans compter les avantages en nature liés à la fonction.

Un bel exemple de l'exploitation capitaliste des salariés de Renault dans le monde entier. C'est avec elle qu'il faut en finir. Les salaires des dirigeants redeviendront dans la norme.